

L'ESSENTIEL DE LA CONJONCTURE | MARTINIQUE

données au 30 août 2026

Principaux enseignements

Les indicateurs au second trimestre 2026, dressent le constat d'une situation contrastée.

L'activité semble toujours rester au ralenti.

Pourtant les chiffres de la construction neuve montrent des signes de redressement.

Cette dynamique est principalement portée par le logement collectif et les résidences.

Cela montre une reprise de la construction institutionnelle, par volonté et financement structurés, ainsi que l'impact des constructions individuelles privées soumises aux moyens personnels et la confiance en l'avenir.

Il y a également la construction de locaux d'activité qui reflète un certain dynamisme.

Les données du Consuel confirme cette lecture un peu contrastée.

Le marché du travail demeure également fragile, et les chiffres toujours en baisse sur une période d'une année.

La demande d'emploi dans les métiers du BTP diminue, elle est également en baisse sur une période d'un an.

Le BTP c'est B... et TP, sur cette partie TP, il n'y a pas de données claires mais les signaux d'effondrement sont bien persistants.

Toutes ces données font donc apparaître un décalage entre, d'une part le redressement des indicateurs de programmation et de démarrage des opérations et, d'autre part, une activité économique qui reste toujours insuffisante pour stabiliser durablement l'emploi et les entreprises.

Les indicateurs au sommaire :

BÂTIMENT

Bâtiment résidentiel
Construction neuve

Bâtiment non résidentiel
Construction neuve

Consuel

MATÉRIAUX

Ciment

APPAREIL DE PRODUCTION

Emploi salarié et intérimaire
Demandes d'emploi
Offres d'emploi

L'ESSENTIEL DE LA CONJONCTURE | MARTINIQUE

1. Méthodologie et données

Le présent tableau de bord présente l'évolution des principaux indicateurs de l'activité du secteur du BTP en Martinique. Il rassemble les données disponibles à la fin du second trimestre 2026. Selon les indicateurs, les évolutions sont calculées soit en comparaison annuelle sur des périodes glissantes de douze mois (du second trimestre 2025 au second trimestre 2026), soit évolution par rapport au trimestre précédent. Les sources de données et les modalités de collecte ont récemment évolué. Ces changements peuvent entraîner des ruptures de séries ou des écarts d'interprétation entre certaines périodes. Les données présentées ont fait l'objet des traitements nécessaires afin d'en assurer la meilleure cohérence possible. Il convient néanmoins de se reporter aux définitions des indicateurs ainsi qu'à la note « Informations relatives aux données utilisées », figurant en dernière page du document.

2. Constats et analyses

Les principaux indicateurs disponibles indiquent une légère évolution par rapport au trimestre précédent.

Concernant la construction neuve à fin juillet 2026, 2 577 logements ont été mis en chantier sur une période de douze mois, soit une progression de 49,8%.

Les logements autorisés ont été au nombre de 2 612, soit une hausse de 21,9%.

Cette dynamique principalement portée par le logement collectif et les résidences indiquent une hausse de 67,6% des mises en chantier.

Les bâtiments non résidentiels, mis en chantier ont représenté 48 900 m², soit +32,2% sur un an, ceux autorisés 81 700 m², en hausse de 23,5%.

Les données du Consuel indiquent que les attestations pour les installations provisoires sont au nombre de 1 089 unités, en hausse de 78,5%, ce qui peut traduire une augmentation du nombre de chantiers en phase de préparation ou de réalisation. En revanche, les attestations concernant les logements reculent de 11%, avec 2 437 attestations, tandis que les attestations relatives aux locaux progressent légèrement de 3,4%, pour atteindre 364 unités.

La reprise reste toutefois insuffisamment perceptible dans les indicateurs d'activité immédiate.

A fin août 2026, les ventes de ciment atteignaient 107 516 tonnes en cumul sur douze mois, soit une baisse de 6%. Le ciment en vrac diminuait de 7%, tandis que le ciment en sac reculait de 1.94%.

Ces résultats montrent que l'augmentation des autorisations et mises en chantier ne se traduit pas encore uniformément dans les volumes de production et matériaux consommés. Il faut également évoquer aussi la partie réhabilitation non appréhendée dans ces tableaux, mais qui se retrouve confusément dans ces chiffres du ciment, montre la part de ces travaux qui font surtout vivre les micros structures et/ou l'informel.

Le marché du travail demeure également fragile. L'emploi salarié dans la construction s'établit toujours en diminution, 1,6% sur un an. A fin mai, le secteur compte 292 équivalents temps plein intérimaires, soit une baisse de 2,3%. La moyenne sur douze mois recule de 23,8%, confirmant la prudence persistante des entreprises dans leurs recrutements.

La demande d'emploi dans les métiers du BTP diminue, elle s'établit à 2 156 demandeurs d'emploi de catégorie A, en baisse de 11,1% sur un an. Cette évolution doit être interprétée avec précaution, car elle intervient dans un contexte de recul simultané de l'emploi salarié et de l'intérim.

Parallèlement, les offres d'emploi progressent : 200 offres ont été enregistrées au premier trimestre 2026, soit +25% sur un an, principalement dans la maçonnerie, la peinture, la pose de fermetures menuisées et les équipements sanitaires et thermiques.

3 - Conclusions

Ces données font donc apparaître un décalage entre, d'une part, le redressement des indicateurs de programmation et de démarrage des opérations et, d'autre part, une activité économique qui reste bien insuffisante pour stabiliser durablement l'emploi et les entreprises.

La priorité des prochains mois sera de vérifier que la progression constatée concernant les autorisations et les mises en chantier se transforme effectivement en volumes de travaux, en commandes de matériaux, en chiffres d'affaires et en emplois.

Cela suppose notamment d'accélérer la concrétisation des opérations programmées, de sécuriser les délais de paiement et donner davantage de visibilité aux entreprises sur la commande publique et privée à venir.

Note de conjoncture de la construction Martinique

Données à mars 2026



Bâtiment résidentiel - Construction neuve

Logements mis en chantier

Situation à fin juillet 2026, cumul 12 mois (évol 1 an),
en date réelle estimée (DRE)

2 577 logs
49,8 %

Logements autorisés

Situation à fin mars 2026, cumul 12 mois (évol 1 an),
en date réelle estimée (DRE)

2 612 logs
21,9 %

Bâtiment non résidentiel - Construction neuve

Surface de locaux mis en chantier

Situation à fin mars 2026, cumul 12 mois (évol 1 an),
en date de prise en compte (DPC)

48,9 mill. m²
32,2 %

Surface de locaux autorisés

Situation à fin mars 2026, cumul 12 mois (évol 1 an),
en date de prise en compte (DPC)

81,7 mill. m²
23,5 %

Appareil de production

Emplois salariés dans la construction

Situation à la fin du 4e trimestre 2025 (évol 1 an)

5 821 sal.
-1,6 %

Intérimaires dans la construction

Situation à mai 2026 (évol 1 an)

292 ETP
-22,9 %

Intérimaires dans la construction

Moyenne 3 mois à mai 2026 (évol 1 an)

302 ETP
-22,1 %

Demandeurs d'emplois Bâtiment et Travaux publics (cat. A)

Situation à la fin du 2e trimestre 2026 (évol 1 an)

2 156 DEFM
-11,1 %

Offres d'emplois dans la construction

Situation au 1er trimestre 2026 (évol 1 an)

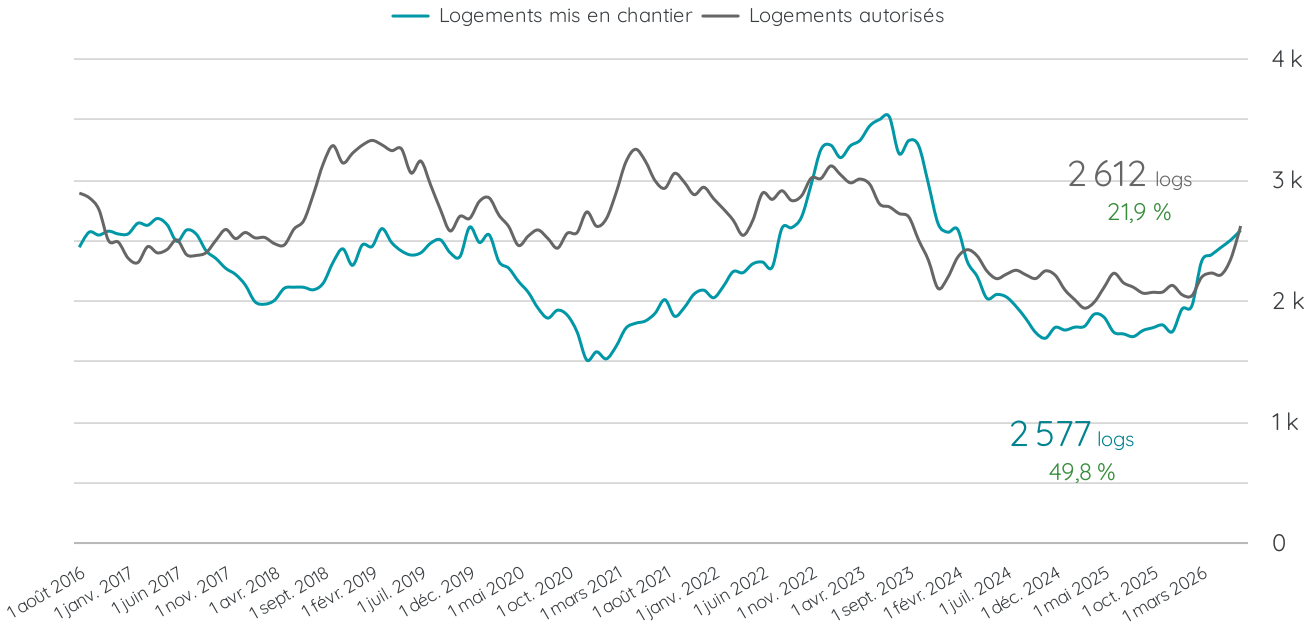
200 Offres
25,0 %

Logements - Autorisations et mises en chantier cumulées sur 12 mois - évol. 1 an - situation à fin juillet 2026

	Ensemble	Individuels purs	Individuels groupés	Collectifs y. c. résidences
Logements autorisés	2 612 21,9 %	878 54,3 %	453 1,6 %	1 281 13,7 %
Logements mis en chantier	2 577 49,8 %	792 32,4 %	407 35,7 %	1 378 67,6 %

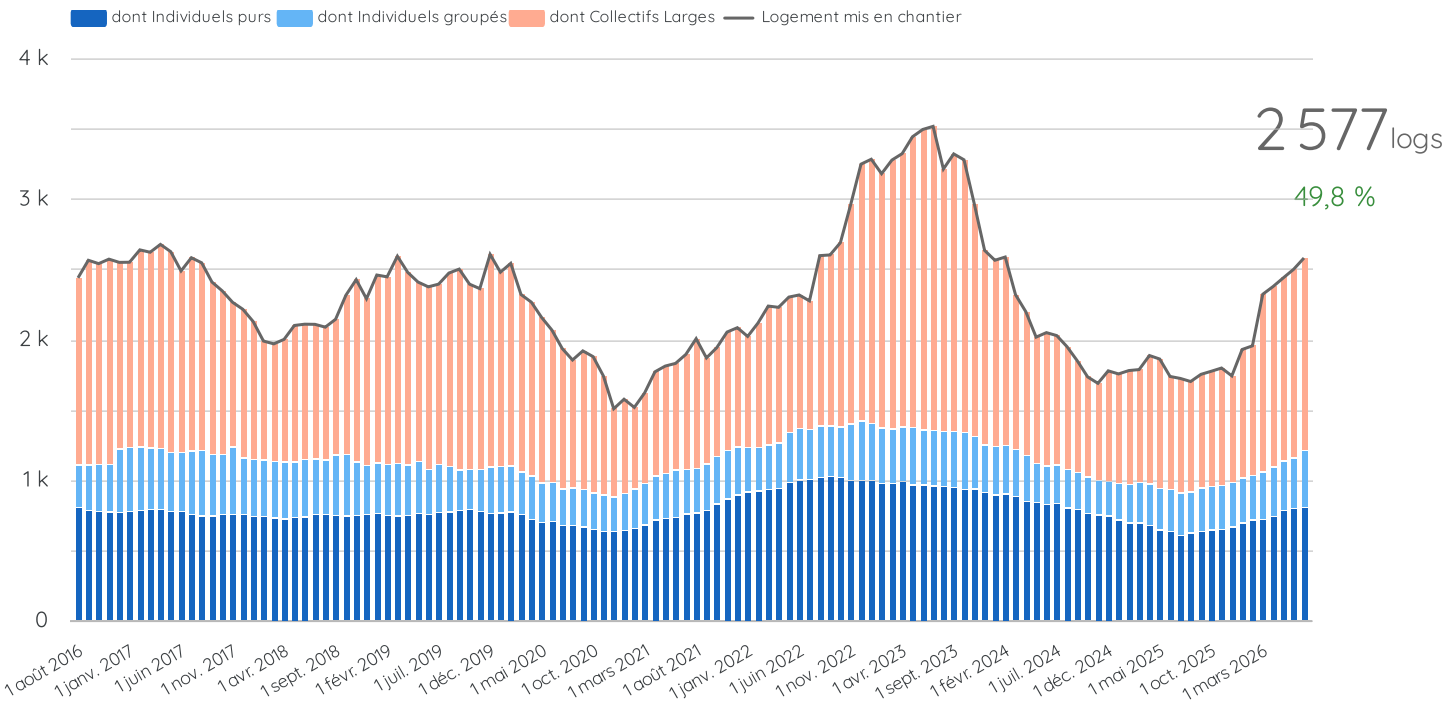
Source : GIE des CERC - Traitement CERC Martinique

Construction neuve de logements cumul 12 mois - situation à fin juillet 2026
(en date réelle estimée)



Source : GIE des CERC - Traitement CERC Martinique

Mises en chantier de logements en date réelle estimée - cumul 12 mois - situation à fin juillet 2026



Source : GIE des CERC - Traitement CERC Martinique

Bâtiment non résidentiel - Cumul sur 12 mois - évol. 1 an - situation à fin juillet 2026

(date de prise en compte)

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)		
Situation à fin juillet 2026 - Cumul 12 mois - Evol. 1 an		
Total locaux commencés	48,9 mill. m²	32,2 %
Bâtiments agricoles	3,5 mill. m²	n.s
Commerces	9,8 mill. m²	-7,5 %
Secteur public	9,2 mill. m²	0,5 %
Locaux industriels	0,2 mill. m²	-92,5 %
Bureaux	8,9 mill. m²	9,6 %
Entrepôts	17,4 mill. m²	n.s

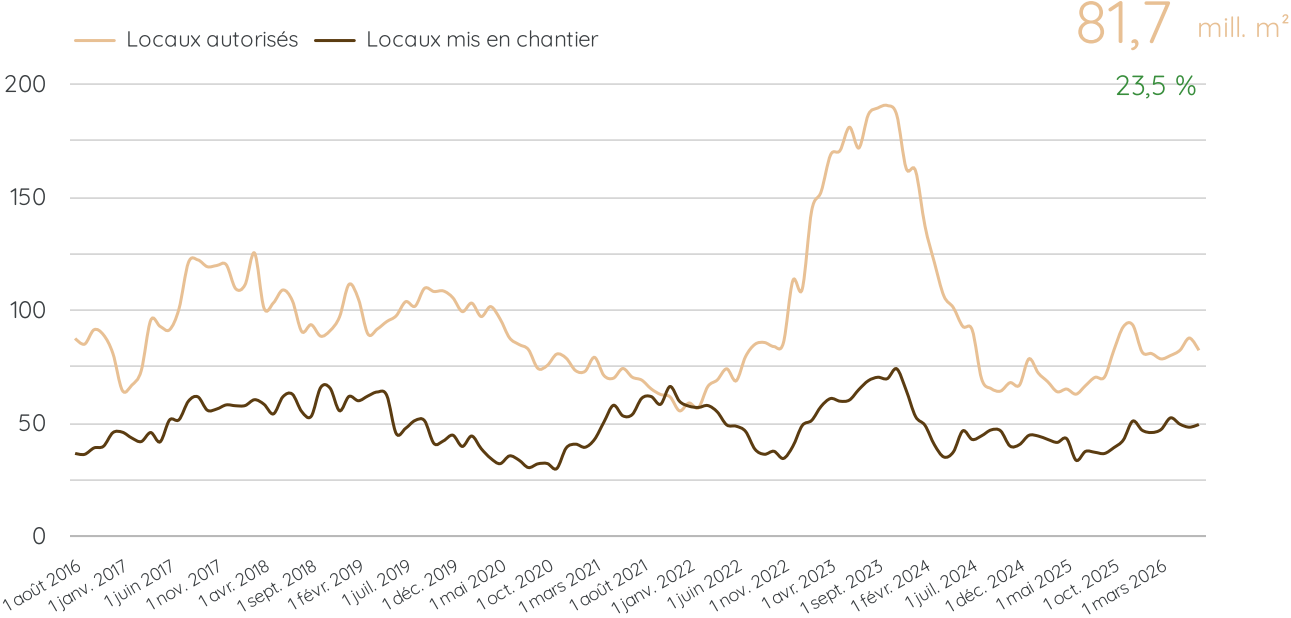
Locaux autorisés (date de prise en compte)		
Situation à fin juillet 2026 - Cumul 12 mois - Evol. 1 an		
Total locaux autorisés	81,7 mill. m²	23,5 %
Bâtiments agricoles	7,7 mill. m²	n.s
Commerces	20,8 mill. m²	-13,8 %
Secteur public	19,0 mill. m²	91,1 %
Locaux industriels	3,0 mill. m²	-52,8 %
Bureaux	8,9 mill. m²	66,8 %
Entrepôts	12,6 mill. m²	-7,6 %

Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution

Source : GIE des CERC - Traitement CERC Martinique

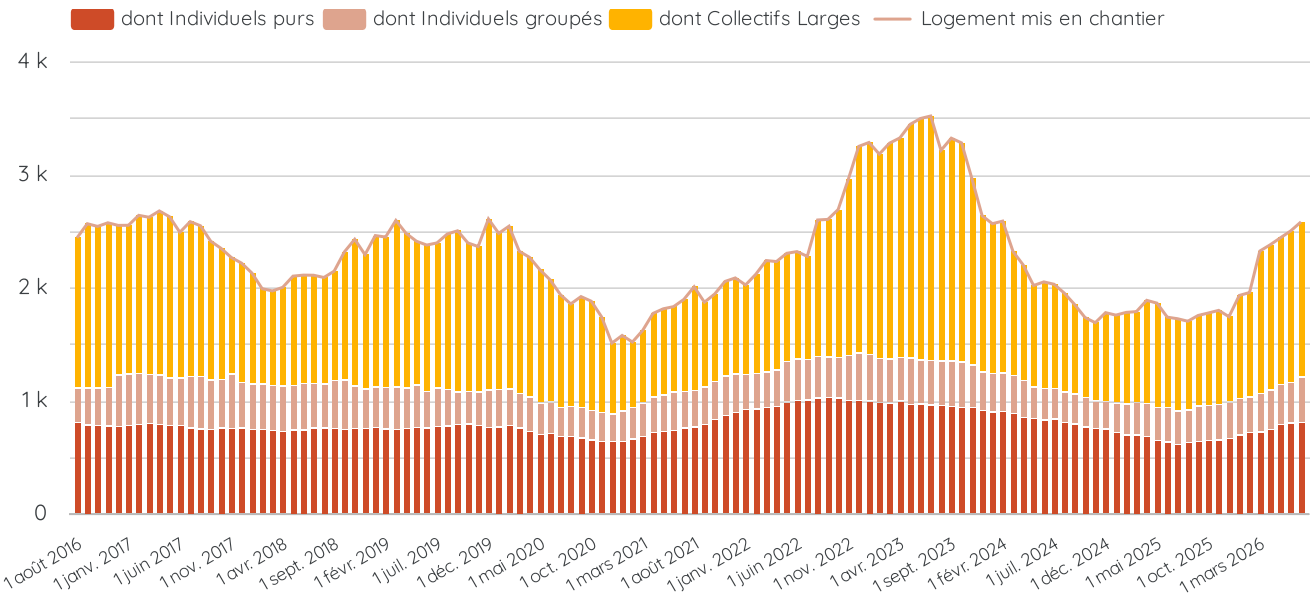
Construction neuve de locaux cumul 12 mois - situation à fin juillet 2026

(date de prise en compte)



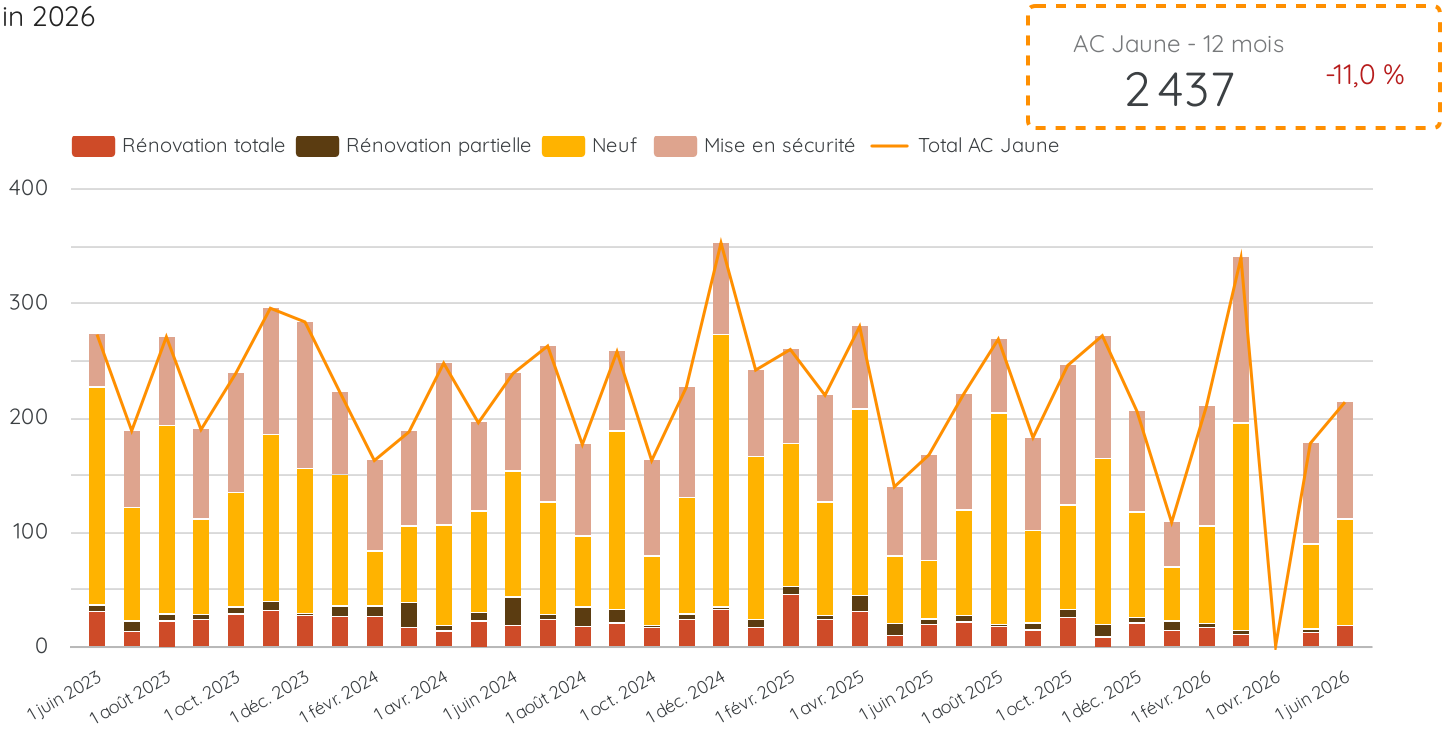
Source : GIE des CERC - Traitement CERC Martinique

Mise en chantier de locaux cumul 12 mois - situation à fin juillet 2026 (DPC)

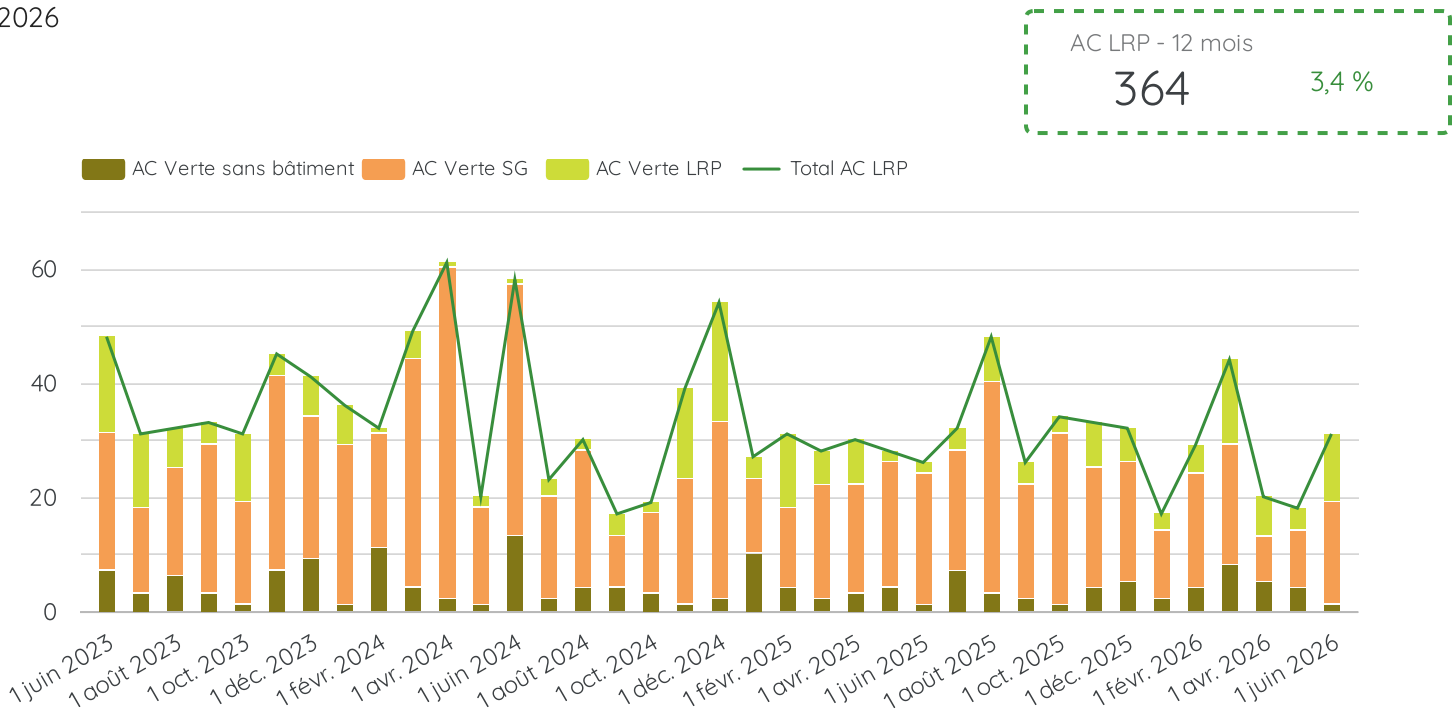


Source : GIE des CERC - Traitement CERC Martinique

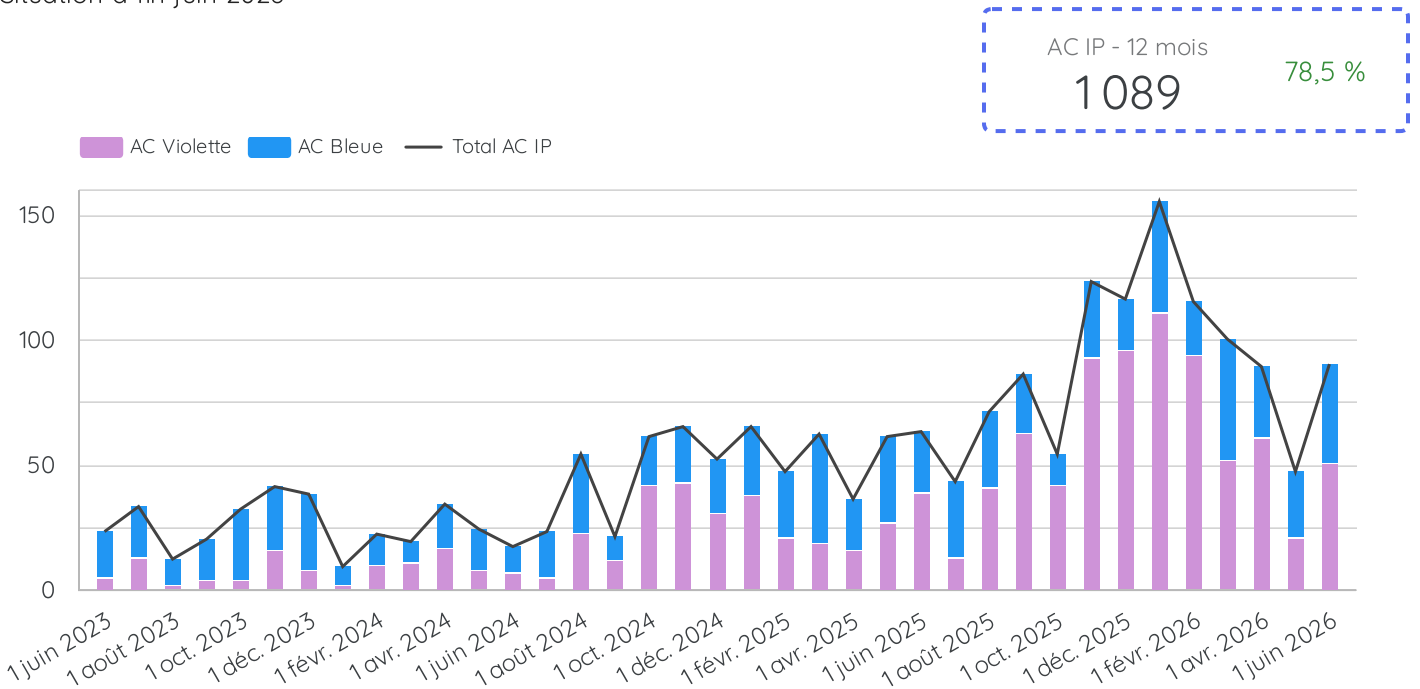
Attestation de conformité électrique pour les logements - Série temporelle et cumul sur 12 mois - Situation à fin juin 2026



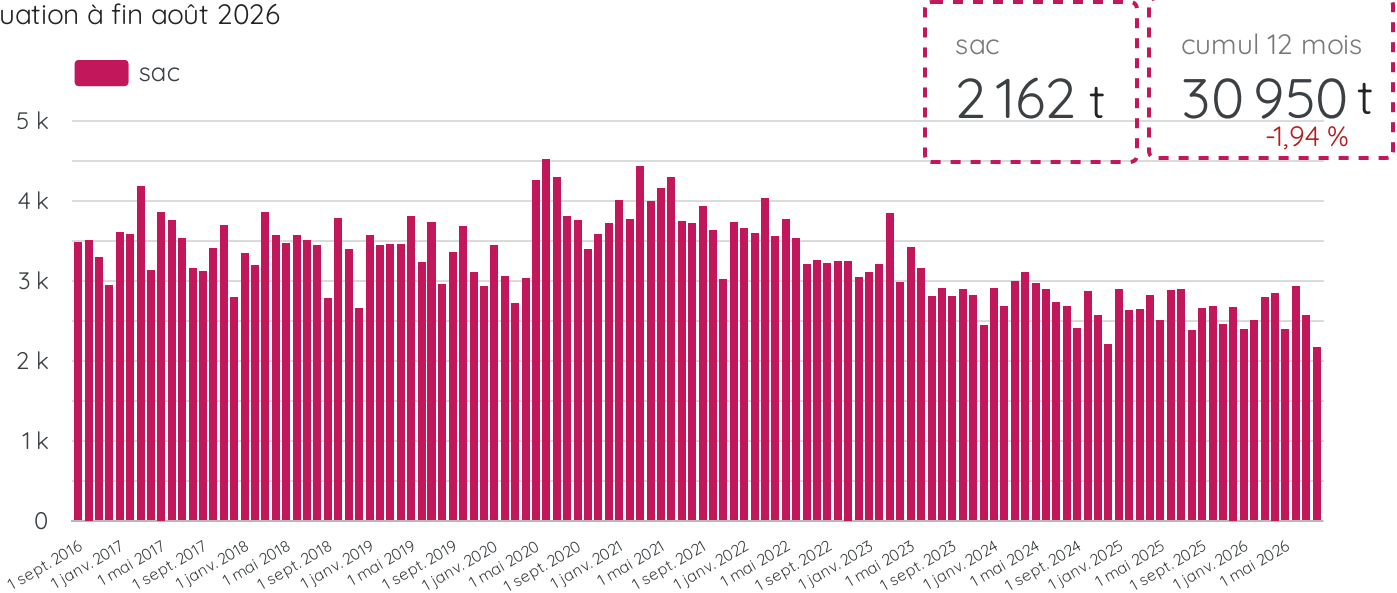
Attestation de conformité électrique pour les locaux -Série temporelle et cumul sur 12 mois - Situation à fin juin 2026



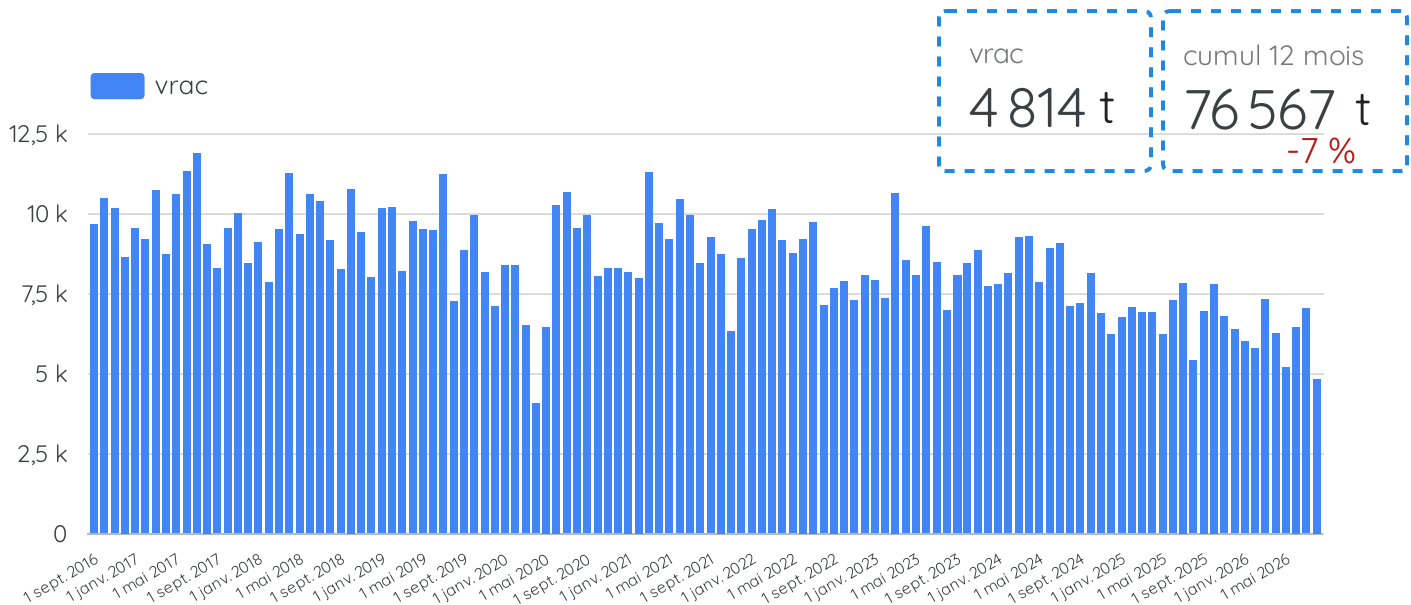
Attestation de conformité électrique pour les installations provisoires - Série temporelle et cumul sur 12 mois - Situation à fin juin 2026



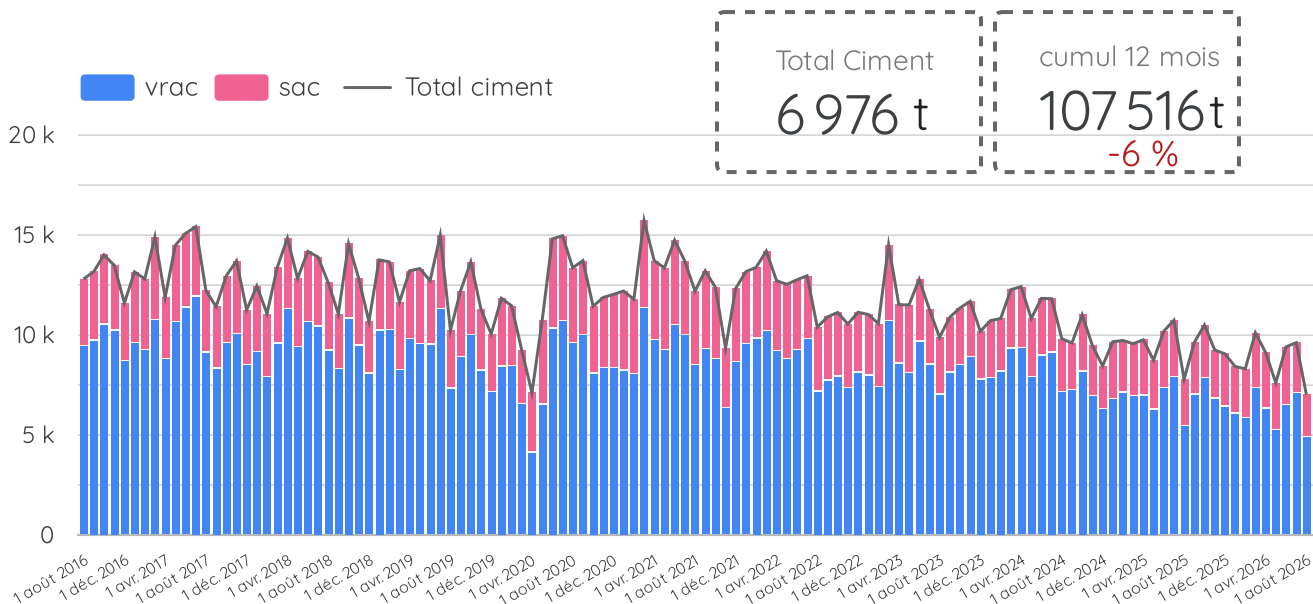
Ventes de sacs de ciment - Série temporelle et cumul sur 12 mois - Evol. 1 an
Situation à fin août 2026



Ventes de ciment en vrac - Série temporelle et cumul sur 12 mois - Evol 1 an
Situation à fin août 2026



Répartition de la vente de ciment - Série temporelle et cumul sur 12 mois - Evol1 1 an
Situation à fin août 2026



Emploi privé dans la construction



Evolution sur 1 an

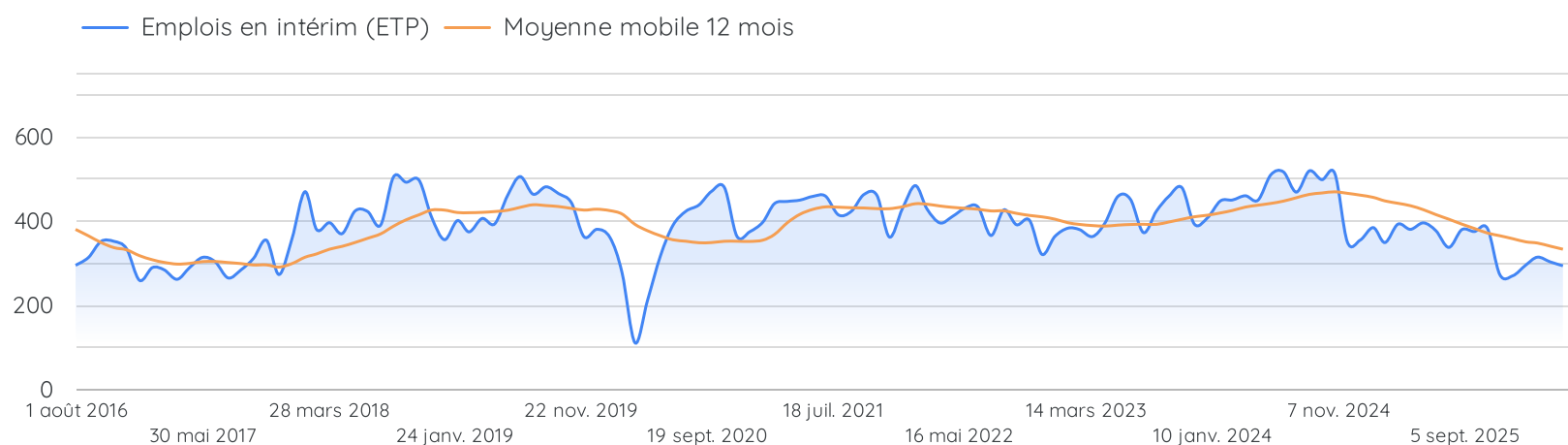
Emploi salarié au 1er trimestre 2026

5 821 sal.
-1,6 %

Intérimaires dans la construction
Situation à fin mai 2026

292 ETP
-23,3 %

Emploi en intérim dans la construction



Nombre moyen d'intérimaires dans la construction
(moyenne sur 12 mois) - Situation à fin mai 2026

331 ETP
-23,8 %

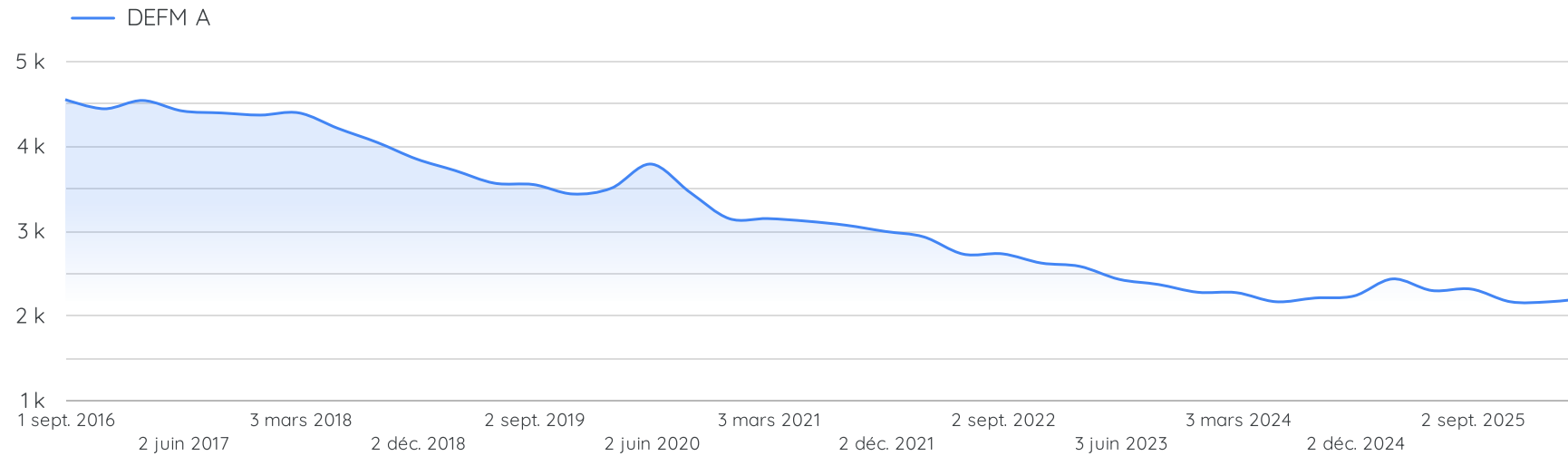
Evolution sur 3 mois

Nombre moyen d'intérimaires dans la
construction des 3 derniers mois

Situation à fin mai 2026

277 ETP
-23,1 %

Demande d'emploi en fin de mois - Catégorie A

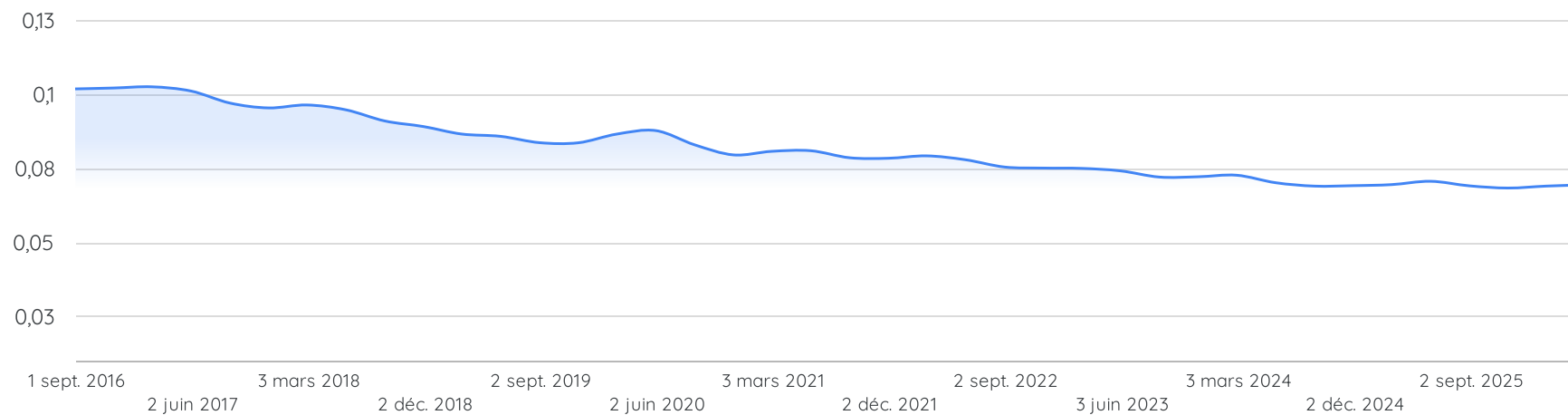


Evolution sur 1 an

DEFM Construction en mars 2026

2 156 DEFM
-11,1 %

Part de la construction dans les demandes d'emploi en fin de mois - Catégorie A (DEFM)

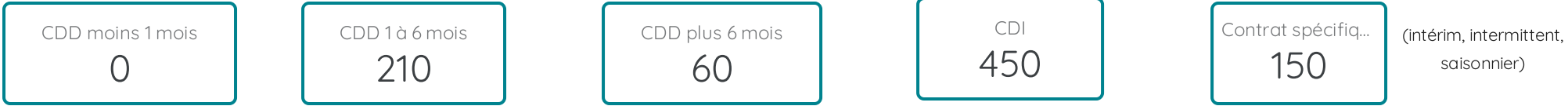


Evolution sur 1 an

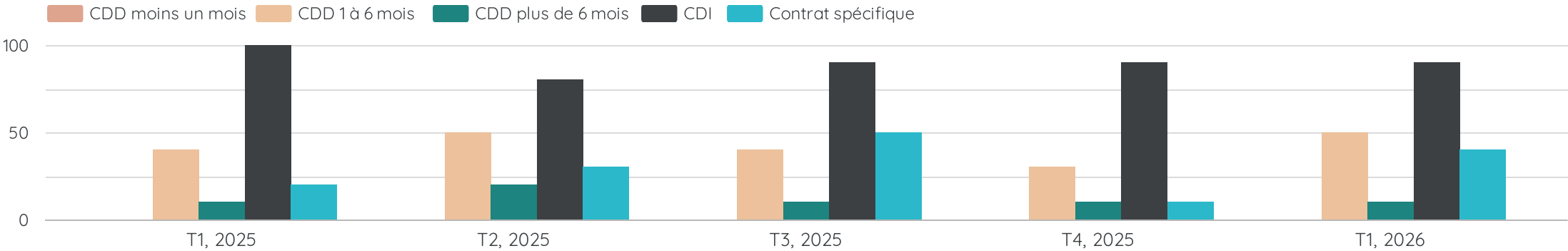
Part demande d'emploi dans la
construction par rapport à
l'ensemble de l'activité
(évolution sur 12 mois)

7 %
-0,6 %

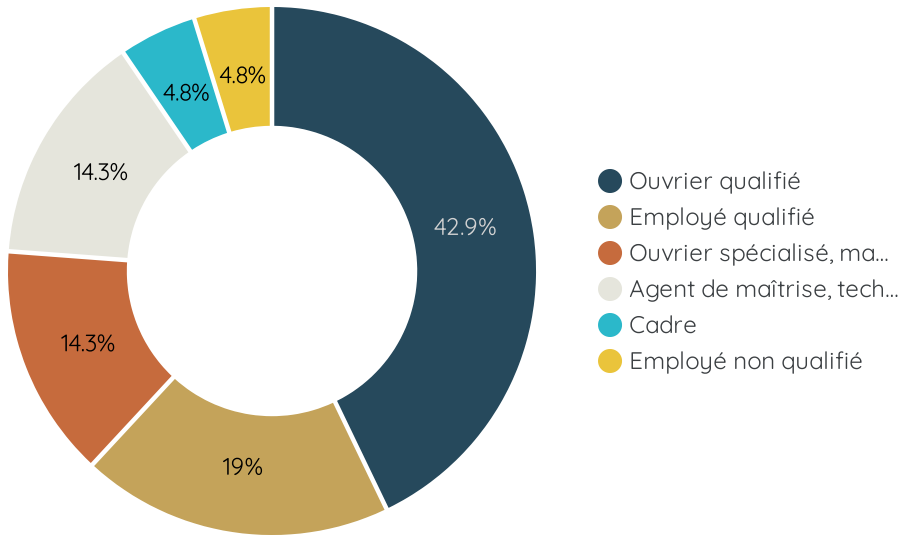
Offres d'emploi par type de contrat dans la famille de métiers (F) du BTP sur 12 mois (au T1 2026)



Evolution des offres par type de contrat du T1 2025 au T1 2026



Offres d'emploi par qualification dans famille de métier de la construction au 1er trimestre 2026



Métiers les plus recherchés		En nombre	Part dans offres métiers de la construction
1.	F1703 : Maçonnerie	30	21,43 %
2.	F1606 : Peinture en bâtiment	20	7,14 %
3.	F1607 : Pose de fermetures menuisées	20	7,14 %
4.	F1603 : Installation d'équipements sanitaires et thermiques	20	14,29 %

Informations relatives aux données utilisées.

L'essentiel des données relatives aux autorisations d'urbanisme et à l'emploi est fourni par le GIE des CERC. Les données sur les offres d'emploi sont collectées depuis France Travail. Les données relatives au ciment et au consuel sont collectées localement.

Données sur les logements

Le GIE des CERC exploite la base de données Sit@del. Elle est produite par le Service des données et études statistiques (SDES) du Commissariat Général au Développement Durable (CGDD).

Les données de Sit@del2 proviennent des formulaires de demandes de permis de construire, de permis d'aménager ou de démolir, et des déclarations préalables traités par les centres instructeurs. Les mouvements relatifs à la vie du permis (dépôts, autorisations, annulations, modificatifs, mises en chantier, achèvements des travaux) sont exploités à des fins statistiques.

Méthodologie de production : lors du dépôt d'une demande d'autorisation (ou d'une déclaration préalable), le pétitionnaire remplit un formulaire et le transmet à la mairie de la commune de localisation des travaux. Le projet d'autorisation est traité par les services instructeurs (État, collectivité territoriale en fonction de l'autorité compétente). Tous les mois, les éléments sont transmis aux pôles de collecte du Service des données et des études statistiques (SDES) en France métropolitaine, ou aux Directions de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL) en outre-mer.

Points d'attention :

* Les mises en chantier sont sous-déclarées ou sous-collectées depuis la réforme de l'urbanisme de 2007, de l'ordre de 15 % en moyenne, et avec des différences selon les territoires. Par conséquent, il vaut mieux utiliser les autorisations pour des données complètes et comparables entre territoires.

* Il arrive parfois des retards ou problèmes dans la transmission des données, qui **entraînent des rattrapages lors des mois suivants et altèrent la qualité des statistiques mensuelles au niveau communal ou de l'EPCI. Afin de lisser ces aléas de collecte, les statistiques en date réelle au niveau communal sont publiées à une fréquence annuelle et avec un délai de 6 mois pour les autorisations**, 18 mois pour les mises en chantier (avec une mise à jour 6 mois plus tard).

* Pour des analyses conjoncturelles plus fraîches au niveau communal, sont diffusées des statistiques « en date de prise en compte », qui correspondent aux totaux des données collectées dans Sit@del2 chaque mois, mais qui, en cas de rattrapages, peuvent correspondre à des événements qui se sont produits à une date plus ancienne. De manière plus générale, ces données subissent pleinement les aléas de collecte et demandent donc à être agrégées pour avoir une certaine fiabilité.

* Pour les statistiques sur les autorisations en date réelle publiées au niveau communal, sont déduites les annulations qui se sont produites après l'autorisation et collectées dans Sit@del2, alors que pour les estimations en date réelle publiées au niveau départemental, elles ne sont pas déduites.

Données sur les offres d'emplois

Les données présentées par France Travail sont arrondies à la dizaine. Pour cette raison, la somme des valeurs d'une ligne (ou d'une colonne) peut légèrement différer du total affiché.